PAPIER *Les JOB étaient reçus, hier, à Bercy, par le cabinet de Christian Pierret*

L'Etat cherche toujours un repreneur

Ils espéraient une entrevue, ils l'ont obtenue. Les JOB étaient, hier, au ministère des Finances où ils ont été reçus pendant trois heures par le chef de cabinet de Christian Pierret, mais aussi par les représentants du ministère de l'Emploi. Un rendez-vous que leur avait promis Laurent Fabius lors de son passage à Toulouse, lundi.

Mais la délégation de représentants des salariés n'était pas seule puisqu'elle bénéficiait, municipales obligent, du soutien d'une forte représentation des candidats tête de liste à Toulouse : François Simon pour le PS, Jean-Claude Paix pour Philippe Douste-Blazy, Salah Amokrane pour Motivé-e-s, Aline Pailler pour 100 % à gauche et Pierre Labeyrie pour les Verts, avec la présence également de la députée Yvette Benayoun-Nakache.

Après la liquidation judiciaire prononcée le 7 février par le tribunal de commerce, les 162 salariés attendent toujours un repreneur. Comme on pouvait le pressentir, rien n'est encore sorti du chapeau. Bercy a lancé un appel d'offres auprès d'une vingtaine d'entreprises qui n'ont toujours pas toutes répondu. Le ministère a bien l'intention de les relancer pour tenter d'ôter le sérieux doute qui pèse sur l'issue de cette consultation.

PRÉMICES D'UN PLAN SOCIAL

Voilà pour le volet industriel, tandis que débutent déjà les discussions avec l'Etat sur un projet de plan social. Les ouvriers espèrent que celui-ci reprendra les termes de l'accord passé en 1996 lors du précédent plan. Les revendications portaient alors sur l'octroi de 25 millions de francs sachant, disent les syndicats, que l'Etat pourrait se rembourser sur les actifs en l'absence de repreneur. « On a un accord de principe sur tout », indiquait, hier soir, Philippe Moitry, de la FILPAC- CGT. Mais, au cours de cette discussion au ministère, il y eut aussi un point d'achoppement. Les représentants du personnel demandaient la retraite à 54 ans. Bercy le leur a refusée. Cependant, pour les personnes âgées de 54 à 56 ans (trente salariés sont concernés), seraient mis en place des congés de conversion de dix mois. Mais, dans la théorie, le financement de ces formations doit être assuré aussi par l'entreprise. JOB se trouvant en liquidation, c'est l'Etat qui suppléerait sur des fonds spéciaux du ministère. Enfin, un accord de reclassement interviendrait également pour les salariés en formation longue.

Des avancées incontestables, selon les représentants du personnel, même si on a l'impression que les dés sont jetés pour ce qui concerne l'éventualité d'un repreneur. Dans un communiqué transmis hier soir, le candidat Philippe Douste-Blazy souligne que « tout doit être fait pour que le plan social soit au moins identique sinon supérieur à celui élaboré il y a cinq ans : « Je m'engage, si je suis élu maire de Toulouse, à apporter les aides équivalentes à celles auxquelles la mairie s'était engagée en 1995... ».

J.-M. D.

Hier, les JOB étaient reçus à Bercy avec les candidats tête de listes aux municipales de Toulouse. Photo DDM – Philippe DOBROWLSKA

LA DEPECHE DU MIDI

TOULOUSE / Laurent Fabius chez Job. Laurent Fabius, ministre de l'économie et des finances, est passé hier matin apporter son soutien aux employés de la papeterie Job, à Toulouse. Les 168 salariés de Job se battent depuis plusieurs mois pour sauver leur emploi, et ne cessent d'interpeller les élus pour qu'ils les aident à trouver un repreneur. C'est à l'initiative de quelques élus socialistes de Haute-Garonne que le ministre de l'économie et des finances est passé par l'usine des Sept-Deniers. Après avoir assuré les employés de son soutient, il a organisé un rendez-vous d'une délégation de salariés avec Elisabeth Guigou, ministre des Affaires sociales, et Christian Pierret, ministre de l'Industrie. Cette réunion devrait se dérouler aujourd'hui.